

« Nous ne sommes pas pieds et poings liés à Microsoft »

L'inquiétude grandit face à données qui ne sont pas hébergées par des acteurs français. La directrice du Health Data Hub Stéphanie Combes répond.



Par Guillaume Grallet



Publié le 07/06/2020 à 16h00 - Modifié le 08/06/2020 à 06h29



Quand on connaît son ton posé et son tempérament malicieux – il n'hésite pas à présenter les résultats de son entreprise, OVHcloud, une guitare à la main, après avoir repris *Whole Lotta Love* de Led Zeppelin –, on peut être étonné de voir dans quelle colère s'est mis Octave Klaba le 29 mai. Il s'est expliqué sur Twitter : « C'est la peur de faire confiance aux acteurs français de l'écosystème qui motive ce type de décision. La solution existe toujours. Le lobbying de la religion Microsoft arrive à faire croire le contraire. C'est un combat. On va continuer et un jour on gagnera. Ensemble. »

Cet entrepreneur, né en 1975 à Nowa Ruda, en Pologne, qui a bâti en vingt ans et avec son père Henri une société de 3 000 salariés à Roubaix, n'a pas digéré de voir un industriel américain, en l'occurrence Microsoft, être choisi pour héberger la majorité des données de santé du Health Data Hub, amené à jouer un rôle croissant dans la politique sanitaire de la France.

Souveraineté numérique

Aurait-il été préférable de s'appuyer sur des acteurs français au nom de la souveraineté numérique ? Certes, les géants américains du secteur ont un savoir-faire technologique indéniable – Amazon dépense 22 milliards de dollars par an en recherche, c'est presque autant que le budget cumulé des entreprises du CAC 40, d'après les chiffres de PwC. Mais Octave Klabo pose de bonnes questions. Car si l'investissement – via la BPI, par exemple – peut permettre à des start-up de prendre leur envol, l'achat public peut être un levier efficace de la politique industrielle.

Depuis son coup de gueule, Octave Klabo a parlé longuement au téléphone avec Stéphanie Combes, directrice générale du Health Data Hub, à qui il a fait part de son envie de changer les choses. « Il y a une envie débordante de démontrer que l'écosystème français est à la hauteur de ce type de mission ! » lui a expliqué celui qui estime « pouvoir faire mieux que la Silicon Valley ».

Enjeu sanitaire

Les données rassemblées par Health Data Hub peuvent jouer un rôle de premier plan dans la politique sanitaire. Un exemple ? « Rassembler des scanners thoraciques et des résultats de tests PCR sur la plateforme technologique permettra de développer des outils d'intelligence artificielle pour améliorer le dépistage des cas graves de Covid », explique l'ancienne cheffe de projet au ministère de la Santé Stéphanie Combes.

Le Health Data Hub est doté d'un budget de 80 millions d'euros pour quatre ans. « Nous faisons travailler pour l'instant 35 agents et 15 prestataires », précise l'administratrice Insee, qui a suivi les cours de Polytechnique et de l'Ensaë. Au quotidien, le Hub travaille avec d'autres entreprises américaines comme Palo Alto Networks, mais aussi avec le cabinet de conseils français Wavestone ou encore l'intégrateur Open, basé à Paris. « Entre septembre 2018 et janvier 2019, nous avons rencontré un grand nombre d'acteurs du marché, dont OVH. Microsoft a été choisi parce qu'il répondait aux exigences de sécurité et fonctionnelles. »

Une « bataille perdue » ?

OVH, qui entre-temps est devenu homologué pour les données de santé, est-il hors jeu ? « Nous ne sommes pas pieds et poings liés à Microsoft. Nous pourrions tout à fait nous appuyer sur d'autres acteurs. Nous n'avons pas d'engagement contractuel sur plusieurs années qui nous enferme dans ce choix. Il faudrait simplement qu'il existe chez l'acteur vers lequel nous ferions la bascule les mêmes fonctionnalités. »

« La bataille a été perdue il y a dix ans, quand il aurait fallu financer largement OVH pour en faire un acteur mondial », estime de son côté Guillaume Meulle, du fonds XAnge, qui « déplore le stockage des données de santé des Français sur un cloud étranger ». Mais pour lui, « plutôt que de faire marcher la machine à remonter le temps, on ferait mieux de s'intéresser aux batailles qui viennent – l'intelligence artificielle qui va exploiter ces données, par exemple. Les grands donneurs d'ordre prennent trop peu de risques et n'achètent pas aux start-up, qui seront les grands groupes de demain. Nous devrions nous inspirer des États-Unis, où le Small Business Act impose de passer des commandes à de petites structures. »

Serait-ce applicable en France ? « Nous suivons de près l'initiative franco-allemande Gaia-X, qui vise à faire grandir des champions européens dans le cloud », explique Stéphanie Combes. Rebattre les cartes pourrait être l'occasion, pour une foule d'éditeurs français de cloud, de montrer ce dont ils sont capables individuellement ou collectivement. Car les talents sont nombreux dans l'Hexagone, d'Outscale, signé Dassault Systèmes, à Thalès, en passant par les services d'opérateurs télécoms nationaux, sans oublier Scaleway, Rapid.s-space, Claranet, Euris, Clevercloud (basée à Nantes) ou encore Platform.sh (basée à Paris).

LA RÉDACTION VOUS CONSEILLE

● L'abracadabrantescue histoire de StopCovid

HIGH TECH ET INTERNET

UNE IDÉE DERRIÈRE LA TECH



De Gaulle - Penser, résister, gouverner

Son nom est devenu synonyme d'une France libre et puissante. De Gaulle, l'homme de l'appel du 18 juin s'est imposé dans l'histoire d'abord comme un rebelle, un résistant puis comme un leader politique charismatique, en France comme à l'étranger. Adoré, haï du temps de sa présidence, il est devenu après sa mort un mythe, un idéal d'homme politique qu'à droite comme à gauche on se prend à regretter.

15 Commentaires 

Par HLS CS le 11/06/2020 à 13:41

Puisqu'il est possible de faire autrement : alors faisons autrement

Certaines affirmations en cette matière relèvent de la profession de foi, sans aucun argument technique substantiel. Ici on nous dit tout de même qu'on aurait pu tout à fait faire autrement. Ce qu'on a du mal à comprendre c'est que si on pouvait faire autrement pourquoi on s'est mis dans une situation que je prétends être d'illégalité et d'attente à la souveraineté européenne. C'est assez difficile à comprendre.

Réglementairement en fait Microsoft Azure (j'ai bien dit Azure) n'est pas conforme à la certification HDS : 2018 pour l'activité 5 ce que Microsoft confirme bien en off. Comme par ailleurs Microsoft est soumis au "Cloud Act", je prétends que dans la forme (absence de certification pour pouvoir héberger le HDH) et dans l'esprit (absence de souveraineté européenne dans l'hébergement des données de santé), cet hébergement paraît peu conforme avec la réglementation actuelle. Ce qui est surprenant c'est que cela vienne de l'état lui-même.

On constate dans l'article une petite ouverture pour réviser la situation. Ce qui serait franchement plus favorable pour tous, les acteurs du marché français, et la puissance publique, plutôt que la tentation de modifier la réglementation et la loi pour ne plus être en dehors des clous, évidemment sans bouger.

Par nikki copper le 08/06/2020 à 14:19

Nous ne sommes pas pieds et poings liés à Microsoft »

Si nous ne sommes pas pieds et poings liés à Microsoft et à Google, j'aimerais qu'on m'explique pourquoi hier soir j'ai pu voir arriver dans mon smartphone Huawei les "notifications pour une exposition Covid-19" sans avoir rien demandé ? J'ai désactivé l'application car d'abord l'épidémie est terminée et ensuite je n'en avais pas fait la demande. Regardez in Paramètres, puis dans Google...

Par Tony le 08/06/2020 à 13:29

Microsoft ? On s'en passe !

Voilà maintenant 42 ans que je me passe de Windows au boulot ! Un boulot d'informaticien sur Unix, certes... Mais, Windows, pour travailler en informatique, c'est affreux.

Soutenez notre journalisme libre et exigeant

Vous avez refusé les cookies. Soutenez *Le Point* en acceptant la publicité personnalisée, ou abonnez-vous.

Déjà abonné ? [Je m'identifie](#)